

Baisse des frais de mission :
Partir, c'est s'appauvrir un peu

l'étincelle

AG des actionnaires de Renault :
La chambre d'enregistrement

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 19 juin 2018

Les dingues du pognon

Alors que l'Aquarius et ses 630 migrants erraient en Méditerranée à la recherche d'un port, Emmanuel Macron préparait un coup de com' à la Donald Trump, avec la même vulgarité et la même arrogance : une vidéo « en off » sur internet où il s'en prenait violemment aux minima sociaux qui selon lui coûtent « un pognon de dingue » et en pure perte puisque « les pauvres restent pauvres ». Conclusion implicite : puisque les pauvres restent pauvres, autant confier l'argent aux riches pour qu'ils s'enrichissent encore plus.

« En même temps », pour ne pas faire trop « président des riches », il chargeait le ministre de l'économie de trouver « choquant » la rémunération de l'ex-PDG de Carrefour, lequel, même sans sa prime de départ de 3,5 millions d'euros, se consolera avec ses 17 millions engrangés en 2017 et une retraite-chapeau de 500 000 euros annuels. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, quant à lui, conserve ses 7,4 millions d'euros en dépit du vote de Bercy.

Le salaire moyen des patrons du CAC 40 est passé de 3,6 millions d'euros en 2014 à 4,8 millions en 2017. Le gouvernement n'a pas l'air de trouver que les 140 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises soient un « pognon de dingue », alors que leur impact sur l'emploi est quasi-nul.

Prendre aux pauvres pour donner aux riches

Comme quoi Macron, qui se prend pour Jupiter, doit plutôt son inspiration à Mercure, le dieu des voleurs et des menteurs.

Ainsi, ce qui pour lui coûte trop cher, ce sont les aides sociales versées aux plus pauvres. C'est-à-dire environ 26 milliards d'euros, soit 1 % du PIB, alors que la pauvreté concerne tout de même 14 % de la population. Selon le *Canard Enchaîné*, le gouvernement veut supprimer 7 milliards d'euros d'aides, alors que le montant de non recours aux droits (RSA, CMU...), vu le parcours du combattant des démarches à faire, s'élève à environ 10 milliards d'euros selon l'Observatoire des inégalités. 10 milliards de cadeau à l'État consentis malgré eux par les pauvres, auxquels Macron veut soutirer 7 milliards de plus.

Le ministre du budget ose agiter l'épouvantail de la fraude aux aides sociales : une goutte d'eau par

rapport à la fraude fiscale et sociale des entreprises. Entre 6 et 25 milliards d'euros seraient perdus chaque année uniquement à cause du non-paiement des cotisations par les entreprises selon la Cour des comptes. Mais Macron préfère « responsabiliser » les pauvres. Et ce qu'il entend par « responsabiliser », c'est contraindre ceux qui touchent le RSA... au bénévolat, comme vient de le préconiser le Conseil d'Etat. Bref, au travail gratuit !

Le pauvre est une cible facile... jusqu'à ce qu'il se rebiffe. « Et gare à la revanche », comme le chantaient les Communards en 1871, « quand tous les pauvres s'y mettront ! »

France-Italie : match nul

L'Aquarius, affrété par Médecins sans frontières pour sauver les réfugiés, s'est vu refuser l'accès aux ports italiens par le nouveau gouvernement d'extrême-droite au pouvoir à Rome. Le comble de l'hypocrisie a été atteint quand Macron, qui se distingue déjà par son acharnement à recevoir le moins de migrants possible, a jugé le gouvernement italien « irresponsable et cynique », tout en refusant d'accueillir le bateau dans un port français. C'est finalement l'Espagne qui l'a accueilli.

Les États européens, à commencer par la France, montrent leur pire visage : celui du rejet des migrants. L'Europe des barbelés et de la fermeture des frontières a des conséquences meurtrières, avec une hécatombe en Méditerranée, un véritable crime contre l'humanité.

L'Europe a les moyens d'accueillir ceux qui fuient la misère, les dictatures et les guerres dont sont responsables nos propres gouvernements. Elle a tout à redouter en revanche des gouvernements d'extrême-droite et de ceux qui, comme en France, les imitent : doux avec les riches, durs avec les pauvres.

Comment rendre le golf populaire

Pour la Ryder Cup (la compétition de Golf qui aura lieu à Guyancourt), les accès au Technocentre seront fermés du mardi 25 au 27 septembre. Il n'y aura plus que deux entrées ouvertes et une seule sortie, celle des Frères Perret. Bonjour les bouchons ! La direction a imposé un RTT collectif vendredi 28 septembre. Pour pas que les salariés haïssent le golf (et elle avec), elle ferait mieux de payer la semaine complète.

La dépossession du missionnaire

La direction procède à un nouveau coup de rabet sur les frais de mission : pressions pour ne pas déclarer ses heures de roulage, suppression à partir du 1^{er} juillet du régime de commuter pour les missions à l'étranger de longue durée (avec moins d'aller/retour en France car on est censé partir avec sa famille, et une rémunération en baisse), etc. En mission, on travaille plus. Et plus ça va, plus les compensations diminuent. C'est fait exprès pour inciter les salariés à refuser les missions ?

Tous à la plage !

Les salariés de la DQSC-FW peuvent se réjouir. Leur direction leur a annoncé une séance de « team building » à l'occasion d'un séminaire à Sandouville. Au programme, ni saut à l'élastique ni paint-ball, mais une promenade sur la côte... pour ramasser les déchets ! La Direction de la Qualité Fournisseur a-t-elle décidé de faire des économies sur ses opérations de management supposées renforcer la cohésion de l'équipe et la productivité ? Ou bien cherche-t-elle à passer pour écolo sur le dos des salariés ? Une proposition qui mérite de passer à la benne.

A Gilles... et à toutes les sauces

La direction ne jure plus que par la méthode Agile. Elle en attend « *un engagement plus fort* » des salariés, et une « *accélération* » des développements informatiques. En clair, les collègues de l'Informatique devront trimer davantage et enchaîner les « sprints ». Et les utilisateurs travailleront avec des applications en cours de développement, tout en étant sollicités pour les améliorer. Comme s'ils n'avaient que ça à faire ?!

AG et dégarnie

Vendredi dernier, l'AG des actionnaires de Renault n'a pas fait recette (sauf pour le salaire de Ghosn). Les actionnaires présents ou ayant votés par correspondance représentaient 57 % des actions Renault. Les absents savaient sans doute à quoi s'en tenir sur la démocratie actionnariale. Les décisions sont prises ailleurs. Le contrôle réel sur la marche de l'entreprise, les salariés devront l'imposer autrement.

Electricité statique

La direction de Renault a annoncé « *une accélération des investissements pour le développement et la production du véhicule électrique en France avec plus d'un milliard d'euros d'ici 2022* ». Des mesures qui, selon elle, devraient permettre « *d'assurer un haut niveau d'activité des sites français* ». Une annonce faite juste avant l'AG des actionnaires de Renault. Sauf que ces investissements ne permettront pas de retrouver une activité équivalente à celle d'avant 2008, et de compenser la baisse de l'activité à Douai, du Diesel à Cléon ou la fin de la Clio à Flins. Il va falloir mettre plus de jus.

Face au STO : vive la résistance !

A Vestalia, qui assure la Logistique au Technocentre, les heures supplémentaires et les samedis travaillés n'en finissent plus. La direction de Vestalia menace désormais de sanctionner les salariés qui refuseraient de travailler le samedi tellement ils sont gavés. Elle se croit sous le gouvernement de Vichy en 1940 : le STO (Samedi Travaillé Obligatoire), c'est fini !

Quand Renault lâche les commandes

C'était en 2017 : 157 licenciements dans la Creuse chez GM&S renommé « La Souterraine Industries », Renault et PSA qui s'engagent à 10 millions d'euros de commandes pour les 120 salariés qui restent... Sauf que Renault ne tient pas ses promesses, au point d'être rappelé à l'ordre par le ministre de l'Industrie : « *Bercy nous met une très forte pression et reproche dans la presse à Renault de ne pas respecter ses engagements, de retarder le redressement de la Souterraine Industries, tandis que PSA a déjà redémarré plus fortement* », se plaint en interne la Direction des Achats de Renault. La pression n'est visiblement pas assez forte.

Vive les congés payés

Le conseil des Prud'hommes de Boulogne-Billancourt vient de donner raison à 80 salariés de Renault Cléon et de Flins qui demandaient le remboursement de leurs Jours de Congés Collectifs (JCC) supprimés suite à l'accord de compétitivité Renault de mars 2013. Soit 21 JCC par an pour les salariés en équipe et 18 JCC pour ceux en nuit. Un beau pactole et une belle revanche !

Un pognon de dingue pour licencier

Ford a annoncé un plan de licenciement sur son site de Blanquefort en Gironde, où 900 salariés produisent des boîtes de vitesse. Ces 5 dernières années Ford a raflé 50 millions d'aides publiques censés garantir l'emploi. Ce « pognon de dingue » encaissé, Ford (qui a fait 7,6 milliards de dollars de bénéfices) se prépare à fermer l'usine de Blanquefort fin 2019. Inacceptable !